

## Sommaire

La manifestation nationale du 19 octobre p. 1 – La prise de parole du Secrétaire Général de la Fédération FO de l'Enseignement p. 2  
L'intervention du Comité de liaison des AESH de Haute-Loire p. 3 - La prise de parole de FO au rassemblement d'Avignon p. 4  
Revue de presse : La Provence – Le Dauphiné libéré p. 4



## Compte rendu de la manifestation nationale du 19 octobre

3 000 AESH, enseignants et parents, venus de toute la France, ont manifesté à Paris en direction du ministère. Un cortège combatif et énergique, avec une très forte présence de FO mais aussi des banderoles de comités départementaux soutenus par les syndicats FO, CGT, FSU, SUD. Les manifestants ont défilé sur l'air des gilets jaunes : "JM Blanquer, ministre réactionnaire, de tes pial on n'en veut pas, on veut un vrai statut, on veut un vrai salaire, c'est pour ça qu'on vient chez toi !"

**Le Secrétaire Général de la Confédération FO, Yves Veyrier**, présent dans le cortège, est venu saluer les délégations venues de toute la province.

Les syndicats FO, FSU, CGT, Sud et SNALC sont intervenus en fin de manifestation pour rappeler l'unité sur les revendications.

**Une représentante de la Convention nationale des délégués AESH** a également pris la parole et a conclu ainsi : " Nous continuerons à lutter tous ensemble, AESH, enseignants, parents. Ce refus de prendre en compte nos revendications témoigne d'un mépris de la part de tous : inspecteurs d'académie, recteurs, ministre, président. Nous proposons la tenue d'une nouvelle convention, dans l'unité syndicale, jusqu'à satisfaction des revendications! ". (lire p. 3)

**La co-présidente de la FCPE** a indiqué que ce combat rejoignait celui des parents d'élèves : "il est inacceptable que des milliers d'élèves se retrouvent de fait exclus de l'École publique ".

**Une délégation composée des syndicats FO, FSU, CGT, Sud et SNALC a été reçue au ministère.** Le camarade AESH représentant FO, qui est également membre de la Convention nationale, a porté les revendications : abandon des pial, un vrai statut, un vrai salaire. Après une heure et demi de discussions, aucune réponse concrète sur le statut, sur les salaires, sur les PIAL. FO a expliqué en quoi le "quasi statut" et la nouvelle grille ne réglaient en rien la situation des 135 000 AESH et que notre combat continuerait jusqu'à satisfaction.



**La Fédération FO appuiera toutes les initiatives de la Convention des AESH** pour la satisfaction des revendications, et appelle à poursuivre l'action commune la plus large par les réunions syndicales, par la constitution de comités dans tous les départements pour discuter des moyens de gagner.

La résistance s'organise et se développe dans tous les secteurs professionnels, par en bas, et FO est aux côtés des salariés pour construire le rapport de force pour la satisfaction des revendications !

## L'intervention de Clément Poullet, Secrétaire Général de la Fédération FO de l'Enseignement (FNEC FP-FO), à la manifestation nationale

Aujourd'hui des milliers d'AESH, des enseignants, des parents d'élèves, de Région Parisienne mais aussi de toute la France, sont venus crier leur colère et leurs revendications en direction du ministère.

Je salue les délégations venues de : Haute-Loire, du Puy de Dôme, du Rhône, de Gironde, des Bouches du Rhône, de l'Isère, du Pas de Calais, des Côtes d'Armor, du Morbihan, de Mayenne, de l'Oise, de Corrèze, de Creuse, de l'Ain, de l'Eure, de Seine Maritime, de l'Yonne, du Var, de l'Allier, du Vaucluse, d'Indre et Loire, du Maine et Loire, des Landes, de Loire Atlantique, d'Ille-et-Vilaine, du Bas Rhin, de Côte d'Or, de la Haute-Garonne... et de tous les départements de la Région Parisienne.

C'est un mouvement que nous appelons à amplifier, à élargir.

Avec leurs comités départementaux, avec leurs syndicats, ces centaines de délégués ont organisé la montée nationale en direction du ministre, à l'appel de la convention nationale des AESH, qui avait acté la montée à Paris le 19 octobre, lors de la journée de grève décidée par les organisations syndicales FO, FSU, CGT éduc'action, Sud éducation, SNALC et SNCL.

Après les mobilisations massives des AESH, de l'année scolaire dernière et face à la surdité des représentants locaux du ministre, la FNEC FP-FO estime que la convention nationale des AESH a eu raison : c'est le ministre qui est responsable du chaos, c'est donc chez le Ministre, à Paris, qu'il faut aller, là où ça se décide !

Le ministre pensait peut-être s'en tirer à bon compte en proposant une nouvelle grille de rémunération ?

Mais n'est-il pas honteux de maintenir plus de 135 000 personnels sous le seuil de pauvreté ?

Alors disons-le clairement : les AESH ne lâcheront pas la proie pour l'ombre : les AESH veulent un vrai statut !

L'école inclusive est l'affaire de tous. La mise en œuvre des PIAL est une catastrophe pour les AESH, les enseignants, les élèves et leurs familles.

C'est pourquoi, FO a appelé l'ensemble des personnels de l'Éducation Nationale à faire bloc avec les AESH pour combattre cette inclusion scolaire sans moyen, qui s'accompagne de la liquidation des structures et des postes spécialisés, et qui précarise et fragilise les AESH.

La FNEC FP-FO participera et appuiera les initiatives décidées par la convention nationale, par les comités départementaux, pour la satisfaction des revendications : un vrai statut, un vrai salaire, pour l'abandon des pial !

A l'heure où le gouvernement veut tirer un trait définitif sur l'école publique et laïque, comme il détruit l'hôpital public et ferme des milliers de lits, à l'heure où il détruit le baccalauréat et les qualifications, et donc le droit à un avenir pour des millions de jeunes, à l'heure où il s'en prend à tous nos acquis, et à nos libertés avec le passe sanitaire et ses lois liberticides, la mobilisation des AESH doit s'inscrire dans un mouvement d'ensemble, interprofessionnel, pour bloquer la régression sociale.

C'est pourquoi FO appelle à multiplier les réunions syndicales dans les écoles, les services et les établissements, pour dresser les cahiers de revendications et discuter des moyens de les arracher, dans l'action commune la plus large !

La mobilisation des AESH s'inscrit dans le même mouvement qui a engagé les syndicats FO et CGT de l'hôpital de Beaujon à appeler à une montée nationale de tous les hospitaliers et de toute la population, de toutes les organisations qui combattent les suppressions de lits et d'hôpitaux, le 4 décembre à Paris, chez le ministre Véran !

La résistance s'organise camarades ! Tous ensemble nous pouvons gagner !



Devant la Préfecture, le 19 octobre à Avignon

## **L'intervention d'une représentante de la Convention nationale des délégués AESH,**

membre du comité de liaison de Haute-Loire composé d'AESH syndiqués, non syndiqués et soutenu par CGT, FO, SUD et FSU.

### **« pour nouvelle convention dans l'unité syndicale jusqu'à satisfaction des revendications »**

Nous sommes partie prenante de la convention nationale qui est composée d'AESH de divers départements de France engagés pour la reconnaissance de notre métier, ce qui passe, selon nous, par un vrai statut de la fonction publique, un vrai salaire, l'abandon des PIAL et de la politique de mutualisation des moyens ainsi qu'une vraie formation.

Depuis de nombreux mois, nous nous sommes mobilisés sur ces revendications dans nos départements respectifs et particulièrement en Mars, Avril et Juin lors des journées de grève et de manifestation à l'appel de plusieurs organisations syndicales.

Face à l'absence de réponse des responsables locaux et du ministre nous avons décidé, suite à une convention nationale des AESH le 30 juin, de nous constituer en comité national de liaison composé de tous les comités et collectifs départementaux qui se sentent concernés par nos revendications :

#### **- « Un vrai salaire parce que c'est un vrai métier, une réelle revalorisation salariale ainsi que les différentes primes (informatiques, REP/REP+,...)»**

Pour la plupart d'entre nous nous travaillons 24h (présence auprès des élèves) pour un salaire d'environ 750€. Ce mi-temps nous est imposé sans possibilité d'évolutions. Nous demandons que ce temps de travail soit pris pour un 100%, comme c'est le cas pour les enseignants. Nous aussi avons des préparations, des réunions, des formations.... en dehors de notre temps de travail. Donc nous réclamons un temps plein pour 24h !

#### **- « La création d'un statut de la Fonction Publique »**

Nous sommes contractuels de la fonction publique et n'avons aucun statut. Nous sommes gérés par notre hiérarchie comme bon leur semble, sans aucun cadre !

#### **- « L'abandon des PIAL et de la politique de mutualisation des moyens »**

La majorité des notifications MDPH sont des notifications mutualisées. Le temps d'accompagnement accordé pour ces élèves est de seulement 3h ! Comment avoir un accompagnement efficace avec si peu de temps à accorder à chaque élève ? Nous sommes face à des enfants avec besoins particuliers et non des objets ! Cela veut aussi dire que nous sommes amenés à suivre jusqu'à 8 élèves en simultané !

Avec la mise en place des PIALs, la plupart d'entre nous sommes amenés à intervenir sur différents établissements dans une même journée, et ceux sans indemnisation. Nous sommes malléable à souhait. En effet, notre affectation peut changer du jour au lendemain ; ce qui veut aussi dire que des élèves peuvent se retrouver sans AESH du jour au lendemain !

#### **- « Une vraie formation »**

Nous débutons sans aucune formation. Au cours de nos premières années nous avons 60h de formations prévues (formation très théorique et sans grande aide pour nous). La plupart d'entre nous devons nous former par nous même, avec nos propres moyens (chose très compliquée vu nos petits salaires).

Nous souffrons tous de cette situation. Les enseignants doivent s'adapter à chaque changement d'AESH. Les élèves doivent, eux aussi, trouver leurs marques et retrouver la confiance à chaque changement de personne. Nous aussi AESH devons nous réadapter à chaque changement d'école, d'équipe pédagogique, d'élève..... Nous ne sommes pas des pions et nous sommes face à des êtres humains et encore plus, face à des enfants et non des objets !

Voici nos revendications à nous AESH de toute la France, nous nous battons et nous continuerons à nous battre, car cette situation ne peut plus durer. L'union fait la force, c'est pourquoi nous continuerons ainsi à lutter tous ensemble, AESH, enseignants, professeurs, parents.....!

Ce refus de prendre en compte nos revendications témoigne d'un mépris de la part de tous : Inspecteurs d'académie, recteurs, ministre, président... !

Nous proposons de poursuivre et nous sommes partisans de la tenue d'une nouvelle convention dans l'unité syndicale jusqu'à satisfaction des revendications !

## Rassemblement des AESH à Avignon

Prise de parole de Tanguy LANGLET,  
pour la Fédération FO de l'Enseignement,



Tout d'abord, la Fédération FO de l'Enseignement (FNEC FP - FO) remercie les AESH et les enseignants venus aujourd'hui pour cette journée de grève et de mobilisation à l'appel de FO, FSU, CGT Educ et SUD Éducation.

La FNEC FP - FO apporte son soutien à toutes les délégations départementales d'AESH, d'enseignants qui manifestent aujourd'hui à PARIS en direction du Ministère de l'éducation Nationale. Une délégation du Vaucluse est présente à cette manifestation.

Cette rentrée est marquée par la mise en place et la généralisation des Pôles Inclusif d'Accompagnement Localisés (PIAL).

Dans de nombreux PIAL du Vaucluse, il manque des AESH, de nombreux élèves se retrouvent sans prise en charge ou avec une prise en charge réduite. Par exemple, sur le PIAL du collège Tavan, dans les écoles de Montfavet, il manque 153 heures d'accompagnement avec des AESH déplacés d'une école à l'autre. C'est un scandale.

Les PIAL, c'est donc

- la dégradation des conditions de travail, une précarisation accrue, une augmentation du nombre d'enfants dont il faut s'occuper, des changements d'affectations du jour au lendemain.
- une diminution du nombre d'heures d'accompagnement : l'absence d'AESH pour certains et la remise en cause de leur droit à l'accompagnement.
- la dégradation des conditions d'accueil de tous les élèves, l'impossibilité de prendre en charge la diversité des élèves et d'assurer un enseignement correct.

La maigre augmentation salariale gagnée grâce aux mobilisations précédentes est largement insuffisante. Les AESH vivent toujours en majorité sous le seuil de pauvreté. C'est inacceptable.

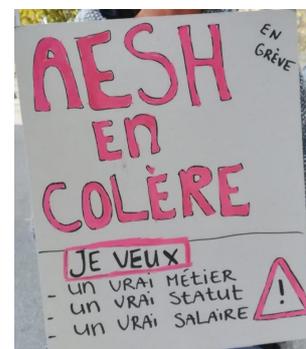
FO rappelle son opposition à la scolarisation par défaut dans les classes ordinaires, à l'inclusion systématique dans n'importe quelles conditions pour de sordides raisons économiques, FO revendique la création des structures spécialisées indispensables pour certains élèves et le recrutement d'AESH (avec un statut et un vrai salaire) à hauteur des notifications de la MDPH que le DASEN a l'obligation de respecter.

Pour conclure, tandis que nos collègues AESH réclament un vrai statut qui leur offrirait un déroulement de carrière, l'accès à une véritable formation, la possibilité de choisir leur affectation dans le cadre d'un mouvement, le Président Macron et le Ministre Blanquer tente de détruire les garanties statutaires des enseignants et des administratifs.

**FO affirme une fois encore que défendre les revendications des AESH, c'est défendre les acquis de tous les personnels de l'Éducation nationale, et c'est ensemble, solidairement, dans l'unité syndicale, que nous devons développer le rapport de force pour la satisfaction de toutes nos revendications.**

### Les revendications présentées lors de l'audience en Préfecture

- la création d'un véritable statut de la Fonction publique pour reconnaître le métier d'AESH ;
- L'augmentation des rémunérations des AESH sur toute la carrière, avec comme objectif l'alignement sur la grille de catégorie B ;
- la possibilité de contrats à temps complet pour vivre dignement de leur travail ;
- l'accès à des formations qualifiantes à la hauteur des missions d'inclusion ;
- l'abandon des PIAL et de la politique de mutualisation des moyens ;
- le recrutement des AESH qui font encore défaut pour permettre aux élèves en situation de handicap de bénéficier d'un accompagnement à la hauteur des besoins.



# En grève, les AESH exigent de meilleures conditions de travail

Les organisations syndicales départementales de l'Enseignement, FSU, FNEC FP - FO, CGT Educ'action ont appelé les AESH (accompagnants des élèves en situation de handicap) à faire grève ce 19 octobre et à se rassembler devant la préfecture, en écho à la mobilisation nationale.

Si le Ministère a fini par instaurer une grille de rémunération à avancement automatique le 24 août 2021, « le compte n'y est pas », pour les organisations syndicales, qui demandent une réelle revalorisation salariale, la création d'un corps de fonctionnaires, l'amélioration des conditions de travail, avec l'abandon des PIAL (pôles inclusifs d'accompagnement localisés), la garantie d'une possibilité de contrats à temps complet, l'accès à des formations qualifiantes et le recrutement des AESH qui font encore défaut.

### « Abandon des PIAL, un statut et un salaire pour les AESH »

« Elles sont plus de 1 000 AESH dans le Vaucluse, qui compte 34 PIAL. Dans certains,



Une quarantaine d'AESH, de parents d'élèves et de représentants des organisations syndicales étaient rassemblés devant la préfecture de Vaucluse où une délégation a été reçue. Photo Le DL/M.-F.A.

comme le PIAL du Tavan à Montfavet, il manque énormément d'heures d'accompagnement, une centaine. Une campagne de recrutement est en cours par l'Inspection académique, mais ce sera certainement insuffisant », s'inquiète Tanguy Langlet, du syndicat FO Éducation de Vaucluse. « L'organisation en PIAL accroît les difficultés avec moins de suivi pour les élèves et plus de précarité pour

les AESH, qui peuvent se déplacer dans la dizaine d'établissements du PIAL, de la maternelle au lycée (alors que ce n'est pas le même métier), sans pouvoir effectuer de vœux d'affectation comme le font les enseignants. Nos trois principales revendications sont l'abandon des PIAL, un statut et un salaire pour les AESH ». Du côté des parents, la colère monte aussi. « Mon fils de 14 ans,

multi- "dys", est en 3<sup>e</sup> au collège Jean-Brunet. Nous avons demandé un accompagnement de 12 h hebdomadaires. Nous avons obtenu 6 h. En réalité, ça varie entre 3 h et 5 h selon les semaines et depuis quinze jours, il n'a plus personne car son AESH, partie en congés maternité n'est pas remplacée », se désole Alexandra Gaulaud, représentante FCPE. « Comme les chefs d'établissement

sont contraints de gérer la pénurie de moyens, ils font des choix en opposant les enfants et les familles, alors que tous ont des droits, et cela crée un climat détestable », renchérit David Dumont, président FCPE du collège Jean-Brunet. « Le seul recours qu'ont les familles, c'est de faire appel à un avocat pour porter l'affaire devant un tribunal ».

Marie-Félicia ALIBERT

Mercredi 20 Octobre 2021  
www.laprovence.com

# Handicap à l'école Les accompagnants à bout

Les Aesh ont manifesté hier pour demander la reconnaissance de leur métier

Ils jouent un rôle essentiel. Les accompagnants des élèves en situation de handicap (Aesh) remplissent une fort louable mission. Pour autant, les contreparties ne sont pas au rendez-vous.

"J'ai 10 ans d'ancienneté. Je travaille 24 heures par semaine et je gagne 770 euros par mois. Je suis seule, mon fils fait des études, je suis obligée d'avoir un deuxième emploi". Triste réalité que celle dépeinte par Nathalie Coste. Les témoignages de désolation sont multiples dans le milieu. "Au lycée René-Char, il manque 53 heures d'accompagnement. Des enfants sont à peine suivis. Les assistants d'éducation doivent aider. Ce n'est pas possible", lâche Marie-Antoinette Mosca, secrétaire départementale FO des lycées et collèges.

C'est un ras-le-bol général que toute une profession est ainsi venue exprimer, hier matin, devant la préfecture d'Avignon. Dans le cadre d'un appel national à la grève, lancé par l'inter-syndicale FSU, CGT Educ'action, Fnecc fp, Snaic-Faen et Sud Education, ils étaient une cinquantaine, accompagnés de quelques parents d'élèves.

"Nous demandons un vrai statut pour les Aesh et un vrai salaire !", clame le porte-parole Tanguy Langlet. Les coups de pouce concédés par le Ministère ne répondent absolument pas



"Les enfants sont lâchés. On n'a pas le temps de s'en occuper convenablement. Dans certaines classes, on n'a même pas de chaise pour s'asseoir". Les Aesh n'en peuvent plus. / PHOTO JÉRÔME REY

aux attentes. Il est également demandé la garantie de pouvoir bénéficier de temps complets. Concernant les pôles inclusifs d'accompagnement localisés (Pial), "ils aggravent la précarité des personnels en leur imposant de suivre davantage d'élèves et d'intervenir sur plusieurs écoles, nous demandons leur abandon".

"Ce sont les élèves handicapés qui pâtissent de tout cela", martèle Nathalie Coste. Dans ce

contexte, impossible d'établir une relation de confiance avec un public fragilisé. "Moi je fais 32 heures, je dois m'occuper de sept élèves différents", déplore une consœur.

Les syndicats réclament en outre des formations qualifiantes à la hauteur des missions d'inclusion. Mais aussi des recrutements pour combler des besoins conséquents. Car des milliers d'heures font défaut en Vau-

cluse, département qui compte plus d'un millier d'Aesh. Le recrutement en cours d'une cinquantaine n'est pas suffisant. Sans compter que ce métier n'attire pas, au regard de ces piètres conditions de travail. Pire, il est délaissé. Épuisés, lassés, une quarantaine de professionnels ont démissionné entre juillet et septembre derniers dans le département. Tristement logique.

D.F.B.

## La seule force des travailleurs, c'est l'organisation collective !

Il ne suffit pas d'être nombreux pour établir un rapport de force pour défendre ses revendications, surtout quand on est éparpillé dans des centaines d'établissements et isolé des autres salariés...

## IL FAUT ÊTRE ORGANISÉ !

### Pour nous contacter – Pour se syndiquer

**Ecoles** : SNUDI-FO Tél. : 04 90 86 65 80 mail : snudi.fo84@free.fr Site : <https://snudifo84.com/>

**Lycées et collèges** : SNFOLC Tél. : 04 90 16 02 02 mail : snfolc84@yahoo.fr



**Nos syndicats sont affiliés à la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière.**

La Confédération FO regroupe les salariés du public (administrations de l'État, hôpitaux et collectivités territoriales) et de toutes les branches du privé. 15 000 syndicats au plan national et 150 dans le Vaucluse réunissent fonctionnaires de toutes catégories, ouvriers, ingénieurs, employés et cadres. Chaque syndicat est entièrement souverain dans ses actions ; au plan national, il adhère à une Fédération professionnelle (Enseignement, Métallurgie, Chimie, etc.) et, au niveau départemental, à l'Union Départementale interprofessionnelle des syndicats.

L'ensemble des Fédérations et des Unions Départementales forme la Confédération qui a pour mission de représenter tous les salariés, de défendre les revendications qui leur sont communes (protection sociale, salaires, emploi, législation du travail, services publics, enseignement, formation professionnelle...).

***Le syndicalisme confédéré est la forme organisée de la solidarité entre tous les salariés du public et du privé, actifs, chômeurs et retraités.***

### Demande d'informations / d'adhésion – 50 €

A retourner à FO Enseignement BP 80010 84004 Avignon cedex 1

Nom : Prénom :

Je souhaite recevoir les informations syndicales

Mail : @

Je demande à adhérer

*L'adhésion syndicale vous rend membre de l'Association FO des consommateurs et vous fait bénéficier de l'assistance juridique du syndicat.*

**66 % de son montant donne droit à un crédit d'impôt ou à un remboursement par le Trésor public.**

Chèque à l'ordre de SNUDI-FO si vous travaillez dans une école

ou à l'ordre de SNFOLC si vous travaillez en collège ou lycée (plusieurs versements possibles)

École(s) – Établissement(s) de travail :

Adresse personnelle :

Code postal : Commune :

Tél.

**Pour tout problème, pour tout renseignement**

**foaesh84@gmail.com**